

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, à RTL le 30 avril 2002, sur les manifestations de jeunes contre le Front National et sur celles du Premier mai, sur son programme en matière de sécurité et sur l'appel de la gauche à voter pour M. Chirac au deuxième tour.

R. Elkrief - Le deuxième tour est dans quelques jours. Nous allons parler de votre programme. Mais l'actualité, ce sont aussi des manifestations qui se préparent demain, deux grosses manifestations du 1er Mai. Est-ce que vous craignez des débordements ?

- "D'abord, je voulais dire que je me réjouis de l'élan et du sursaut que l'on constate aujourd'hui en faveur des valeurs de la démocratie et de la République, et en particulier chez les jeunes qui ont conscience que le vote est un bien précieux, qu'ils sont des acteurs de la vie politique et que chaque citoyen aura, dimanche prochain, entre ses mains, une parcelle de l'avenir de la République et de la France. Alors, s'agissant des manifestations, naturellement, je souhaite que les organisateurs prennent toutes leurs précautions et toutes leurs responsabilités, que les pouvoirs publics prennent toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'ordre public." Plusieurs milliers de policiers sont déjà mobilisés.

- "Exactement, 3.500. Je souhaite également que chacun soit extrêmement vigilant, responsable, parce que rien ne serait pire dans la situation actuelle et, notamment pire pour les idées que les manifestants veulent défendre, que des débordements qui conduiraient à la violence et à des affrontements."

Je veux revenir sur les jeunes. On a entendu, quand même, A. Juppé, E. Balladur et d'autres personnalités dire que "se faire plaisir en manifestant, c'est un peu à côté de la plaque", "manifeste, c'est un peu facile"... Apparemment, vous ne voulez pas que le fossé se creuse avec les jeunes ?

- "Les jeunes - enfin, beaucoup d'entre eux -, quand on regarde notamment les manifestations et les images de la télévision, marquent une grande détermination et au total, semble-t-il, une grande responsabilité. Il est indiscutable, par ailleurs, que l'action politique dans une démocratie ne se mène pas dans la rue, mais se mène par les urnes. Je le répète : je peux comprendre cet élan, je souhaite qu'ils soient parfaitement responsables de façon à ce qu'il n'y ait pas de débordements qui seraient pire que tout."

Vous ne serez pas tenté, vous, je ne sais pas d'aller manifester ? Le Président Mitterrand l'avait fait, dans son temps, à Carpentras...

- "Je ne crois pas que ce soit la vocation naturelle ni d'un président de la République ni d'ailleurs d'un candidat au deuxième tour de l'élection présidentielle."

Revenons sur les raisons de la présence de J.-M. Le Pen à ce deuxième tour. Au lendemain du vote, vous avez dit : "Je vous ai compris" - aux électeurs de J.-M. Le Pen - et vous dites finalement que ce vote traduit "l'exaspération devant l'immobilisme et l'inefficacité des hommes politiques". Comment comptez-vous du coup y répondre, si vous êtes élu ?

- "Je dirais d'abord que ce vote a surpris en France comme à l'étranger et qu'il a beaucoup inquiété en France comme à l'étranger."

Vous avez eu des échos des chefs d'Etat étrangers qui vous ont appelé ?

- "Oui. Unanimité ou au minimum incompréhension. Beaucoup de Français, c'est vrai, ont manifesté à la fois leur mécontentement et leur inquiétude. Beaucoup ont eu le sentiment d'être un peu des laissés-pour-compte de la politique. Il y a, là, quelque chose qui doit être sérieusement entendu. Beaucoup ont eu le sentiment d'être ou ont le sentiment d'être soit soumis, soit victime de forces dont ils n'ont pas le sentiment qu'ils puissent les comprendre et a fortiori les maîtriser. C'est l'insécurité, la violence qui s'attaquent d'abord aux plus faibles, ce sont les excès de la bureaucratie et de la fiscalité qui paralysent beaucoup de gens. Tous ces commerçants, artisans, petites et moyennes entreprises, paysans qui sont enfermés de plus en plus dans un carcan qui les paralysent, ils ne comprennent pas pourquoi. C'est la méconnaissance de la valeur du travail qui choque beaucoup de Français. Et puis ce sont les craintes vis-à-vis de ce phénomène de mondialisation et des conséquences qu'il peut avoir. Un phénomène qui n'est peut-être pas compris, peut-être parce qu'il n'a pas été expliqué. La mondialisation est à la fois une grande chance dans la mesure où elle accélère les échanges..." Elle suscite aussi les inquiétudes et des incompréhensions...

- "Oui, mais cela accélère les échanges, donc la production, donc l'activité et l'emploi, la création de richesses. Mais, naturellement, pour que la mondialisation puisse donner tous ses effets positifs en terme de revenus et d'emplois, il faut que la France soit compétitive. C'est-à-dire qu'elle attire les investissements, qu'elle garde les siens et qu'elle attire ceux des autres." On y reviendra, peut-être, parce que c'est votre programme économique. Mais précisément, quand il y a des électeurs du Front national qui s'expriment de cette façon et que vous, candidat au premier tour, vous obtenez à peu près 20 %, ils critiquent aussi J. Chirac-candidat. Ils critiquent aussi les pratiques politiques, évidemment à gauche puisque L. Jospin est éliminé, mais aussi les vôtres...

- "Je vous l'ai dit : il y a une réaction qui se porte sur l'ensemble des responsables politiques." Concrètement, comment y répondez-vous ? Quelle garantie, ai-je envie de dire, vous leur donnez, à l'ensemble du peuple français, que tout cela va changer ?

- "Je voudrais tout d'abord dire aux Français que ce message qu'ils ont adressé et qui est fort, en tous les cas pour ce qui me concerne, je l'ai entendu et je l'ai compris. Cela veut dire qu'il faut immédiatement agir. Qu'on passe du temps où on a été trop dans l'inaction, pour différentes raisons, au temps de l'action. Il s'agit maintenant d'entendre, de comprendre et d'agir." Que faites-vous alors, si vous êtes élu ?

- "Je crois qu'il faut d'abord prendre les trois grandes préoccupations actuelles des Français et y répondre, tout de suite, par des mesures concrètes. Premièrement, la sécurité. C'est indiscutable et c'est la raison pour laquelle j'ai décidé que si je suis élu, que le Gouvernement, immédiatement, se mettra en place et que je créerai un conseil de la sécurité intérieure sous la responsabilité et la présidence du chef de l'Etat, que je créerai un ministère de la Sécurité chargé de coordonner l'ensemble des actions, des groupements opérationnels d'intervention regroupant l'ensemble des forces de l'ordre, de la justice, des impôts pour éradiquer là où ils sont installés les réseaux mafieux qui prospèrent sur la prostitution, la drogue."

Vous le ferez avant les élections législatives ?

- "Tout de suite. Instantanément. Enfin, je mettrai en place la lutte contre l'impunité, qui est incontestablement l'une des racines de la violence. Ceci suppose d'une part que les multirécidivistes qui, aujourd'hui, sont instantanément relâchés, quelle qu'ait été la nature de leurs agressions souvent graves, très graves, soient enfermés dans des centres fermés et non plus, comme aujourd'hui, dans des centres ouverts dont ils sortent instantanément. D'autre part, il faut que l'on crée la justice de proximité. Une justice de proximité capable de donner immédiatement une réponse par la voie d'une sanction appropriée à toute agression et à tout délit. Pour faire cela, il faut deux grandes lois-programmes que je demanderai au Parlement de voter dès son élection par une session extraordinaire."

En juillet et en août ?

En juillet et en août :

- "Oui. Une loi concernant la justice et une loi concernant les forces de l'ordre, qui donneront les moyens de leur action d'une part à la justice et d'autre part aux forces de l'ordre. C'est le premier aspect des choses. Le deuxième aspect, c'est le soutien de la croissance et de l'emploi. Je vous l'ai dit tout à l'heure : la mondialisation, c'est très bien, à condition que l'on soit dans le "coup" si j'ose dire, qu'on ne soit pas en compétition avec des gens qui seraient mieux armés que nous pour la compétition - ce qui est le cas aujourd'hui. Cela suppose donc d'améliorer notre compétitivité, ce qui suppose, d'une part l'abaissement des impôts, non pas pour faire des cadeaux à quiconque, non pas par idéologie mais simplement pour que nous nous retrouvions en situation moyenne par rapport à nos grands partenaires."

Précisément, sur la baisse de l'impôt : N. Sarkozy a dit, il y a quelques jours, baisse de 5 % avant l'été pour être applicable pour le troisième tiers pour tout le monde ?

- "Absolument. 5 % sur l'impôt sur le revenu de 2001 payable en 2002, par une loi qui sera votée en même temps que les deux lois que j'évoquais à l'instant. Egalement le premier pas vers l'abaissement des charges sociales, notamment pour les travailleurs les moins qualifiés et pour les jeunes, de façon à créer une incitation forte à l'emploi et à l'activité. Bref, diminuer nos charges de façon à être compétitifs par rapport à nos principaux partenaires et, d'autre part, diminuer très fortement l'excès de réglementation et de bureaucratie qui étouffe trop notre activité. Et puis les problèmes de l'emploi des jeunes par un certain nombre de mesures portant essentiellement sur les charges sociales permettant par des contrats nouveaux, disons des contrats permettant de travailler et non pas d'être assistés, d'entrer dans l'entreprise, dans l'association, dans l'humanitaire etc. C'est le deuxième volet immédiat."

Je voudrais revenir sur un aspect dont vous nous aviez parlé ici même, avant le premier tour : vous comptiez également très rapidement réformer le statut pénal du Président ou, en tout cas, consulter des sages. Le climat des affaires a joué aussi dans le rejet ?

- "Je vous dis tout de suite que je confirme tout à fait ce que j'ai dit et que ceci n'est pas du tout en cause. En revanche, ce qui est également important, et même pour les Français peut-être plus important, c'est le troisième volet de l'action, c'est-à-dire les réponses à un certain nombre de difficultés des Français. Nous avons un système de santé en crise. Ce n'est pas acceptable. Et il faut donc trouver les solutions permettant de redonner à la santé, depuis le médecin de famille jusqu'à l'hôpital, les moyens d'agir."

Concrètement, les médecins vont être en grève pendant les ponts. Ils demandent la consultation à 20 euros. J'ai envie de dire : si vous êtes élu, très rapidement ils auront leur consultation à 20 euros ?

- "Je ne vais pas faire de promesses démagogiques, ici, vous le comprenez bien. C'est un des aspects des choses. Il y en a d'autres. C'est notamment la mise en oeuvre totalement improvisée des 35 heures, qu'il n'est pas question de mettre en cause pour les hôpitaux naturellement, mais dont on doit tirer toutes les conséquences en matière de formation, en matière notamment d'infirmières et en matière de postes créés pour faire face à la situation. C'est tout le problème des retraites qui doit être immédiatement traité. C'est le problème de l'environnement qu'on n'a pas voulu traiter..."

C'est un peu votre programme de candidat du premier tour ?

- "Oui. C'est le programme immédiat. C'est aussi la situation des salariés des petites et moyennes entreprises, qui ne bénéficient pas des mêmes avantages en cas de difficultés ou de licenciements que ceux des grandes entreprises. Pour cela, il faut prendre en matière de formation, de reclassement, un certain nombre de dispositions qui donnent aux salariés un peu individualisés des petites et moyennes entreprises des droits qui ne soient pas différents de ceux des grandes entreprises."

C'est votre programme de candidat du premier tour que vous appliquerez ?

- "C'est ma vision de la France et je n'en ai pas changé naturellement."

Bien sûr, mais si vous êtes élu, dimanche soir, avec les voix aussi de la gauche, puisqu'en gros l'opposition d'hier aurait fait ou fera peut-être environ 30 % des voix et si vous êtes élu largement, très largement dimanche soir, vous n'êtes pas seulement le candidat de votre famille

politique. Vous serez aussi le Président d'une collectivité beaucoup plus large. Est-ce que cela change quelque chose pour vous ? Est-ce que d'une certaine façon, vous serez le Président de toute la France et est-ce que du coup votre programme va donner des signaux à ces électeurs ?

- "D'abord, l'élection du président de la République implique toujours une vocation et une exigence à la fois d'écoute - qui a été insuffisante, c'est vrai - et d'action au service des Français. Dans les circonstances graves que nous connaissons aujourd'hui, cette exigence est naturellement d'autant plus grande. Et vous comprenez bien que s'il y a un pourcentage important - ce à quoi vous faites allusion - éventuellement..."

Oui, parce qu'aujourd'hui, beaucoup de gens de gauche appellent à voter pour vous, vous le savez bien !

- "S'il y a un pourcentage important, il s'agira d'abord de donner au chef de l'Etat la capacité de sauvegarder, de faire respecter les valeurs qui sont celles de la démocratie et celles de la République. Pour cela, je n'ai naturellement de divergences avec personne, en tous les cas, avec toutes celles et tous ceux qui défendent les mêmes idées, les mêmes principes, la même idée de la République et qui acceptent comme principe fondamental le principe de l'alternance démocratique. Ce qui exclut ceux qui mettent en cause les valeurs mêmes de la République et donc de la démocratie, et donc de l'alternance. En revanche, ce n'est pas de nature à changer la vision qui est la mienne de la France de demain et qui, dans mon esprit et pour moi, ne concerne pas les Français de droite, de gauche, etc... : elle concerne tous les Français. J'ai une vision de la France, j'ai la volonté de répondre aux problèmes de tous les Français. C'est ce que j'ai exprimé avant le premier tour, dans cette vision, par un programme. Et naturellement, sur ce point, je ne change pas d'avis."

On a entendu ces derniers jours qu'un gouvernement qui serait choisi par vous, élu très largement, pourrait comporter des personnalités de la société civile qui ne seraient pas directement rattachées à vos familles politiques, ce serait une sorte de signal.

- "Le gouvernement sera nommé par le Président élu. Pour le moment, le Président n'est pas encore en fonction et n'a donc pas vocation à désigner un gouvernement."

Revenons à la gauche qui appelle aujourd'hui à voter pour vous, en tout cas, à voter contre l'extrême droite : lorsque que L. Jospin appelle à faire barrage à l'extrême droite mais ne cite pas précisément votre nom, cela vous déçoit ?

- "Chacun se détermine en conscience, je n'ai pas de commentaire à faire."

Vous n'avez pas été déçu ?

- "Je le répète : chacun, dans une situation politique grave, se détermine en conscience."

Hier, V. Peillon, le porte-parole du Parti socialiste, a dit qu'ils faisaient finalement tout le travail et que les dirigeants de droite n'en faisaient pas tant que ça, qu'ils appelaient à voter contre Le Pen, qu'ils appelaient à ce référendum anti-Le Pen, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

- "Comment, ce n'est pas le cas de tout le monde ?"

Il a l'air de dire que la gauche fait vraiment son travail, alors que les dirigeants de droite sont plutôt en train de parler des législatives, d'être dans un climat plus revancharde .

- "Pour ce qui me concerne, je tiens à vous dire que je n'ai absolument pas un esprit revancharde en quoi que ce soit. Je suis consterné par la situation de la France, je suis très blessé par l'image que la France donne à l'étranger. Je me suis donné beaucoup de mal pour porter l'image de la France un peu partout dans le monde et je suis aujourd'hui blessé par ce que je vois revenir de tous les pays étrangers, sans exception. Par conséquent, je me sens porteur d'une exigence de respect des valeurs de la démocratie et de la République. Je ne suis revancharde en rien ! Ensuite, j'ai une vision de la France, je le répète, je crois, en tous les cas, qui est selon ma conviction conforme à l'intérêt de tous les Français : je suis le Président de tous les Français. Un Président élu n'est pas le Président d'une partie de la France."

Que dire à des gens qui, à gauche, souhaiteraient peut-être s'abstenir, en se disant qu'ils ont beaucoup milité contre vous et qu'ils ne veulent pas mettre leur bulletin dans l'urne, même s'ils ne veulent pas de J.-M. Le Pen. Par exemple, lorsqu'ils voient à l'un de vos meetings C. Millon, J. Blanc ou J.-P. Soisson, qui ont contracté des alliances avec le FN, ils peuvent se dire qu'il y en

aura d'autres par la suite, ou que ce ne sont pas des personnages très fréquentables...

- "Vous admettez que dans ma vie politique - et j'ai parfois dû en payer le prix -, je n'ai jamais ni de près ni de loin, envisagé, approuvé ou fait autre chose que de condamner de la façon la plus formelle toutes espèces d'alliances ou de discussions avec le FN, c'est clair. Aux électeurs de gauche, je voudrais dire d'abord que dans des situations difficiles comme celle que nous connaissons, où l'essentiel de nos convictions, le socle de nos valeurs est en cause, je voudrais dire qu'il n'y a pas plusieurs catégories de Français : il y a un seul peuple français. Naturellement, nous sommes dans une démocratie et par conséquent, il y a des partis politiques, le principe de la diversité des convictions, le principe de l'alternance, mais de l'alternance entre des convictions qui sont compatibles avec nos valeurs, qui n'inclut pas ceux qui veulent les détruire. A un électeur de gauche, je voudrais simplement lui dire, d'abord, que je le respecte et que je le comprends, mais qu'aujourd'hui, il s'agit de défendre les valeurs de la République. Ça, c'est son bien comme celui de l'électeur que vous dites de droite & c'est l'essentiel. Ce que je demande à cet électeur de gauche, c'est d'aller au bout de ses convictions et donc de faire barrage à l'extrême droite. C'est ça l'essentiel aujourd'hui. "

Comme la gauche, vous diriez que c'est un référendum anti-Le Pen, que ce n'est pas un vote J. Chirac ?

- "Je ne demande aucun blanc-seing à qui que ce soit ou pour quoi que ce soit. Les gens me connaissent, savent ce que je veux, ce que j'ai proposé, ma vision de la France, mon projet pour notre pays qui concerne, dans mon esprit, tous les Français sans aucune exception. Et donc, sur ce point, je n'ai pas changé. Je voudrais aussi dire à certains électeurs de gauche qui ont fait des commentaires un peu caricaturaux de leur vote qu'il faut faire très attention avec le vote et que certaines réactions sur le comportement pendant le vote..."

Ceux qui ont dit qu'ils allaient venir avec une pince à linge, des gants et un scaphandrier pour voter J. Chirac ?

- "Notamment. Tout cela est tout à fait indigne et ridicule. L'immense majorité des Français est consciente de la gravité des enjeux. Et la décision de vote est une décision qui se prend en conscience. On a payé très cher depuis quelques années, le prix de la dérision, très cher en termes démocratiques."

Vous pensez aux Guignols, aux caricatures du Canard enchaîné qui a également appelé à voter pour vous ?

- "Non, je pense à l'ensemble de la dérision, de la calomnie, de la rumeur que l'on a entretenu pour essayer d'en faire un élément du débat politique, de façon tout à fait honteuse."

Vous voulez dire que cela explique aussi le vote ?

- "Notamment. Naturellement, cela affaiblit la démocratie. L'exercice de la démocratie suppose le respect, la responsabilité et non pas de la dérision ou de la calomnie. Le vote est un bien précieux, il faut le respecter, il ne faut pas le caricaturer."

On pourra tout de même, si vous êtes élu, continuer à faire des blagues et des caricatures, j'espère ?!

- "Sans aucun doute, je ne parle pas de cet aspect qui est dans la vieille tradition française, cela fait partie de notre culture, c'est très ancien, cela ne date pas d'aujourd'hui. Je parle du comportement du politique qui doit être très attentif à ne pas tomber dans des travers qui, finalement, affaiblissent l'ensemble du politique et sont indignes du comportement démocratique."

Vous l'intégrez pour vous et les vôtres ?

- "Cela va de soi."

Aux élections législatives, il pourrait y avoir beaucoup de triangulaires avec le FN & est-ce que si la gauche l'emportait, si vous étiez élu dimanche soir, est-ce que vous craignez une nouvelle cohabitation ? Comment cela pourrait se passer ?

- "Je ne veux pas l'imaginer. Car ce que les Français ont dit, c'est qu'il fallait agir, les écouter et agir. La cohabitation, c'est un fait, est un frein important à l'action. Donc, je n' imagine pas qu'il y ait une cohabitation. Et par conséquent, si je suis élu, je m'engagerai pour avoir les moyens de mettre en oeuvre et immédiatement - ie l'évoquais tout à l'heure - les mesures qui me paraissent

mettre en oeuvre et immédiatement - je révoquais tout à l'heure - les mesures qui me paraissent être celles qu'attendent concrètement, sur le terrain, les Français que j'évoquais tout à l'heure."

On a dit que madame Chirac avait un peu senti les choses avant le soir du premier tour, qu'elle vous avait dit quelques jours avant que le FN risquait d'arriver. Comment l'expliquez-vous ?

- "Ma femme va beaucoup sur le terrain £ elle connaît bien les gens, elle est élue depuis longtemps, a beaucoup de contacts sur terrain et elle avait ressenti cela £ ce qui m'avait étonné. Mais depuis 15 jours, elle me disait que je me faisais des illusions et que le FN sera beaucoup plus élevé, et probablement au second tour."

Vous ne la croyiez pas à ce moment-là ?

- "Je ne la croyais pas à ce moment-là."

(Source :Premier ministre, Service d'information du gouvernement, le 30 avril 2002)